

Face à la provocation des autorités de la Défense, des fédérations syndicales du ministère répondent par le boycott et appellent à la mobilisation.

Suite aux différentes réunions ministérielles concernant les propositions autour du Bordereau de salaire Ouvrier (BSO) et notamment celle de l'indexer désormais sur l'évolution du point d'indice de la Fonction Publique, l'intersyndicale CGT, Cfdt, Cftc et UNSA réagit.

Le compte n'y est pas ! A la fois au regard du préjudice subi par les Ouvriers d'État depuis le gel du bordereau en janvier 2011 que des mesures proposées par la DRH du ministère.

En effet, ces mesures catégorielles et/ou statutaires sont profondément injustes et inéquitables alors que 100% des personnels ont subi une perte de rémunération majeure depuis 6 ans.

Aussi, si certaines mesures proposées vont dans le sens exprimé par nos fédérations, elles ne peuvent masquer à elles seules le préjudice subi.

Comment accepter que pour la plupart de ces mesures, la mise en œuvre ne s'appliquerait qu'en novembre 2017 voir janvier 2018 ? Il est pourtant évident que le calendrier "RH" du ministère prend fin en mai 2017. Nous ne pouvons donc pas accorder un quelconque crédit à des mesures dont les effets seraient ultérieurs à cette date !

Face aux provocations des interlocuteurs RH du ministère, qui n'hésitent pas à envoyer à l'ensemble des directions et employeurs les documents comme finalisés avant même de les aborder avec les organisations syndicales lors de la séance du 29 novembre, ceci pour "désamorcer" les discussions et, de fait, écarter le dialogue social, l'intersyndicale répond par le boycott et appelle à la mobilisation.

Toutes et tous dans l'action.

**Vendredi 9 décembre à 10h30
rendez-vous place de la Mairie de
Cherbourg pour remise de motion à la
députée et au sénateur**

Approchée par l'intersyndicale CGT et UNSA de l'Arsenal de Cherbourg, le syndicat Cfdt n'a pas souhaité participer à cet appel.